



Marché sensible

Affaire suivie commercialement par :
Mme Eloïse ROUQUE
Service des Marchés et Achats/BEP II
Tel : 01 69 08 70 71
Adresse mail : eloise.rouque@cea.fr

MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU SYSTEME D'INFORMATION MEDICAL POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES DE PREVENTION ET DE SANTE AU TRAVAIL DU CEA – SIMED

Référence : projet de marché n° B25-03033-ER

Les éléments mentionnés en vert seront
précisés au cours des phases d'échanges et
de négociation

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

ci-après dénommée « le Titulaire »,

,Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	4
ARTICLE 2 - PROTECTION DU SECRET (MARCHE CLASSIFIE)	5
ARTICLE 3 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	7
ARTICLE 4 - ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION	7
ARTICLE 5 - MODELE DE LICENSING ET EVOLUTION ANNUEL DU COUT DES LICENCES (<i>SERA ADAPTE PAR LE CEA A LA SIGNATURE DU PRESENT MARCHE SELON LE MODELE PROPOSE</i>).....	12
ARTICLE 6 - REVERSIBILITE	12
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	13
ARTICLE 8 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	14
ARTICLE 9 - CLAUSE SOCIALE	14
ARTICLE 10 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	14
ARTICLE 11 - QUALITE	15
ARTICLE 12 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES.....	16
ARTICLE 13 - REUNIONS	17
ARTICLE 14 - INTERLOCUTEURS	19
ARTICLE 15 - RECEPTIONS.....	19
ARTICLE 16 - GARANTIE	21
ARTICLE 17 - SUPPORT TECHNIQUE ET MAINTENANCE A L'ISSUE DE LA GARANTIE	21
ARTICLE 18 - DELAIS D'EXECUTION	23
ARTICLE 19 - MONTANT (<i>SERA COMPLETE DANS LE MARCHE FINAL SUR LA BASE DE L'ANNEXE FINANCIERE FOURNIE AU DCE</i>)	25
ARTICLE 20 - REVISION	28
ARTICLE 21 - REGIME FISCAL	29
ARTICLE 22 - CONDITIONS DE FACTURATION	29
ARTICLE 23 - CONDITIONS DE PAIEMENT	30
ARTICLE 24 - SOUS-TRAITANCE	31

ARTICLE 25 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	31
ARTICLE 26 - PENALITES.....	31
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....	33
ANNEXE 2 - BON DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS SUR UNITES D'ŒUVRE (BPU).....	35
ANNEXE 3 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE).....	36
ANNEXE 4 – LISTE DES LIVRABLES.....	37
ANNEXE 5 - OBLIGATIONS DES PARTIES RELATIVES AU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	38

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, l'acquisition d'un système d'information médical pour l'ensemble des Services de Prévention et de Santé au Travail du CEA, appelé « SIMED ».

Les rôles principaux des Parties sont définis de la façon suivante :

- Les infrastructures informatiques seront mises à disposition par le CEA
- Les logiciels seront fournis et maintenus par le Titulaire et implantés sur le site du CEA Saclay (on premise) et, si nécessaire, installation supplémentaire sur un centre DAM (le centre sera déterminé au cours de la procédure : Bruyères-le-Châtel (91))
- L'installation des logiciels sur le centre de Saclay et sur un centre DAM le cas échéant, sera réalisée par le CEA

Le système d'information SIMED, objet du présent marché, devra être déployé en parallèle du système d'information dédié aux laboratoires du CEA, appelé « SILAB », faisant l'objet d'un autre marché. Ces deux systèmes ne pourront donc pas être mis en service indépendamment l'un de l'autre.

Par ailleurs, par soucis de clarté et de cohérence pour les soumissionnaires/Titulaire, dans le présent projet de marché, sont mentionnés les termes suivants :

- Tranche ferme : qui correspond aux priorités « critiques » précisées au cahier des charges et son annexe « Annexe 1 – Backlog SIMED »
- Tranche optionnelle obligatoire : qui correspond aux priorités « majeures » précisées au cahier des charges et son annexe « Annexe 1 – Backlog SIMED »
- Tranche optionnelle facultative : qui correspond aux priorités « mineures » précisées au cahier des charges et son annexe « Annexe 1 – Backlog SIMED »
- VABF : qui correspond à la vérification d'aptitude au bon fonctionnement ou appelée aussi réception provisoire
- VSR : qui correspond à la vérification de service régulier ou appelée aussi réception définitive

1.2 Unité bénéficiaire

La réalisation de ces prestations sera effectuée pour le compte de l'ensemble des Services de Prévention et de Santé au Travail du CEA, situés sur les centres suivants :

- Centres civils
 - Saclay (91)
 - Fontenay aux Roses (92)
 - Grenoble (38)
 - Marcoule (30)
 - Cadarache (13)
- Centres DAM (Direction des Applications Militaires)
 - DAM IDF (Bruyères-le-Châtel - 91)
 - Valduc (21)
 - Le Ripault (37)

- Cesta (33)
- Gramat (46)

ARTICLE 2 - PROTECTION DU SECRET (MARCHE CLASSIFIE)

Le présent marché est un marché sensible au sens de la réglementation portant sur la protection du secret de la défense nationale.

- 2.1** Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense et de la sécurité nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du Marché la protection des informations et supports protégés qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel le marché est exécuté, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan Contractuel de Sécurité (PCS) le cas échéant.
- 2.2** Le Titulaire reconnaît :
- avoir pris connaissance :
 - des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
 - des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
 - de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
 - de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'instruction ministérielle n°900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
 - de l'instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI (II 901) du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles.
 - qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.
- 2.3** Le Titulaire est informé du caractère sensible des prestations du Marché et s'engage à assurer la confidentialité des informations et supports sensibles, notamment ceux portant la mention « Diffusion Restreinte », qu'il est amené à connaître et/ou à détenir pour l'exécution du Marché.
- 2.4** Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :
- avoir pris connaissance :
 - des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
 - de l'IGI n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
 - du caractère sensible des prestations du Marché, et de l'obligation qui lui est faite de protéger les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;

- qu'il n'a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

- 2.5** Le Titulaire s'engage à affecter à la réalisation du Marché des personnels ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire procédera, 3 mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquêtes administratives.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objet du présent marché avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le présent marché

- 2.6** Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil agréé par l'ANSSI. Le CEA utilise l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies. Le cas échéant, le Titulaire devra faire l'acquisition auprès de la société PRIM'X Technologies de licences ZoneCentral en nombre suffisant pour la sécurisation des transmissions de messages électroniques avec le CEA.

- 2.7** En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

- 2.8** Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du marché, en totalité ou en partie, sans indemnités pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions pénales.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS APPLICABLES

3.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B25-03033, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges (Cdc) référencé DSI-SAPP-2025-011, daté du xxxx (*sera précisé par le CEA au stade des offres*),
 - le règlement intérieur des centres CEA concernés,
 - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
 - le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée incluant notamment la réponse en terme d'analyse environnementale du

3.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 4 - ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION

4.1 Partie forfaitaire

4.1.1 Tranche ferme

Le système d'information fait l'objet d'un déploiement en plusieurs phases :

- **Phase 1** : Mise en œuvre, pour les centres civils (hors Marcoule), des fonctionnalités « MVP », précisées à l'annexe 1 du cahier des charges :
 - Installation du logiciel
 - Paramétrage, reprise des données spécifiées et connexions
 - Reprise des données MVP (Minimum Viable Product) (cf 6.3 et annexe 4 du cahier des charges)
 - Réalisation des interfaces MVP
 - Formation des utilisateurs responsables du paramétrage

- Paramétrage du système
- Recettes communes à SILAB et SIMED sur les fonctionnalités MVP et sur l'interfaçage avec SILAB de la phase 1 (VABF - réception provisoire)
 - Formations des utilisateurs participant à la recette
 - Assistance à la qualification (cf. 8.1 du Cdc)
- Préparation de l'ouverture de service
 - **Formations de l'ensemble des utilisateurs par centre**
 - Mise en production et mise à disposition des licences d'utilisation pour les utilisateurs dès le début de la VSR relative à la phase 1 et jusqu'à la fin de la VSR globale. Le CEA prévoit une mise en service progressive centre par centre (cf. article 15.1).
- **Phase 2** : Mise en œuvre, pour les centres civils (hors Marcoule), des fonctionnalités globales post « MVP », précisées à l'annexe 1 du cahier des charges
 - Paramétrage et reprise de données
 - Reprise des données post MVP spécifiées à l'annexe 4 du cahier des charges
 - Réalisation des interfaces
 - Paramétrage du système
 - Recette de la phase 2 (VABF - réception provisoire)
 - Formation des utilisateurs participants à la recette
 - Assistance à la qualification et recette (cf. 8.1 du Cdc)
 - Préparation de l'ouverture de service
 - Formation des utilisateurs par centre
 - Mise en production par le CEA - début de la période de VSR
- **Phase 3** : Mise en œuvre du système d'information pour la DAM :
 - **Si besoin : installation d'une infrastructure sur le site de la DAM incluant la fourniture du logiciel (NB : à ajuster dans le marché final en fonction de la sensibilité des données – Chiffrage correspondant en plus-value le cas échéant)**
 - Paramétrage, reprise de données et connexions
 - Reprise des données spécifiées
 - Réalisation des interfaces
 - Formation des utilisateurs responsables du paramétrage spécifique à la DAM
 - Paramétrage spécifique
 - Recette de la phase 3 (VABF - réception provisoire)
 - Formations des utilisateurs participant à la recette
 - Assistance à la qualification (cf. 8.1 du Cdc)
 - Préparation ouverture de service
 - Formations de l'ensemble des utilisateurs du centre DAM

- Mise en production et mise à disposition des licences d'utilisation pour les utilisateurs dès le début de la VSR relative à la phase 3 et jusqu'à la fin de la VSR globale
- **Phase 4** : Mise en œuvre du système d'information pour le centre de Marcoule :
 - Paramétrage, reprise de données et connexions
 - Reprise des données spécifiées à l'annexe 5 du cahier des charges
 - Réalisation des interfaces
 - Formation des utilisateurs responsables du paramétrage spécifique à Marcoule
 - Paramétrage spécifique
 - Recette de la phase 4 (VABF - réception provisoire)
 - Formations des utilisateurs participant à la recette
 - Assistance à la qualification (cf. 8.1 du Cdc)
 - Préparation ouverture de service
 - Formations de l'ensemble des utilisateurs du centre de Marcoule
 - Mise en production et mise à disposition des licences d'utilisation pour les utilisateurs dès le début de la VSR de la phase 4 et jusqu'à la fin de la VSR globale

Chacune des phases fera l'objet d'une réception telle que définie à l'article 15.

Lors de la réception de chacune des phases, le Titulaire doit garantir qu'aucune régression des phases précédentes déjà réceptionnées, n'aura lieu. A défaut, il devra réaliser à ses frais les prestations nécessaires au bon fonctionnement du système tel qu'accepté lors des VSR précédentes.

Une VSR globale de l'ensemble du système telle que définie à l'article 15 sera effectuée.

Les phases 1 à 4 font l'objet d'un prix forfaitaire incluant les frais de déplacement et d'hébergement pour l'ensemble des sites concernés.

- **Phase 5** : Redevance de la totalité des licences et garantie du système d'information (cf. article 16) pour une durée d'un an, à compter de la date de fin de la VSR Globale
- **Phase 6** : Redevance de la totalité des licences, support et maintenance corrective et évolutions du système d'information pour une durée de trois 3 ans, à compter de la fin de la période de garantie.

Les phases 5 et 6 font l'objet d'un montant forfaitaire calculé sur la base d'un nombre d'utilisateurs fixé à XXXXX (volumétries indiquées au CDC et dans le descriptif du règlement de consultation) à la date de signature du marché. Les quantités relatives au nombre de licences et le montant forfaitaire associé seront mis à jour annuellement à compter du début de la phase 5, à la hausse comme à la baisse, dans les conditions définies aux articles « Montant » et « Révision ».

4.1.2 Tranches optionnelles

Comme mentionné à l'article 1.1 ci-avant, on distingue deux types d'options : les options dites « obligatoires » qui doivent impérativement être proposées par le Titulaire, et les options dites « facultatives » qui peuvent être proposées ou non par le Titulaire.

En tout état de cause, seul le CEA décidera de la levée ou non de ces options.

Seules les options relatives à l'installation d'une instance propre à la DAM sont mentionnées dans le tableau ci-après. L'ensemble des autres options sont précisées à l'annexe au cahier des charges intitulée « Annexe 1 – Backlog SIMED ». Une mise à jour des options levées / à conserver sera faite par le CEA à la signature du présent marché par les Parties.

Options	Affermissement
OPTIONS OBLIGATOIRES	
Option 1 (SM-LIC-2)* : installation d'une instance distincte pour la DAM sur un réseau homologué DR (diffusion restreinte) d'un centre DAM	Au plus tard à la fin de la phase 4
Option 1a : garantie d'une durée d'un an à compter de la fin de la VSR	
Option 1b : support et maintenance d'une durée de 3 ans à l'issue de la période de garantie Option	
Option 2 (SM-DATA-3)* : reprise de données spécifique DAM dans le cas de la levée de l'option 1	Au plus tard à la fin de la phase 4
Option 3 (SM-LIC-2) : Achat de licences DAM (surcoût éventuel par rapport aux licences achetées dans le cas de la part ferme)	Au plus tard à la fin de la phase 4

* Ces références correspondent aux codes mentionnés dans le cahier des charges.

Les options obligatoires, affermies à la signature du présent marché, feront alors partie intégrante de la tranche ferme du marché.

4.2 Partie estimative

Les prestations de la partie estimative se déclinent en prestations sur bordereaux de prix et prestations sur devis préalables.

4.2.1 Prestations estimatives sur bordereau de prix (BPU)

Le Titulaire pourra être amené à réaliser des prestations sur la base d'un bordereau de prix unitaire (BPU). La liste de ces BPU est présentée à l'article « Montant » du présent marché.

Ces prestations sur BPU seront rémunérées sur la base d'unités d'œuvre mentionnées à l'article « Montant » du marché. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande du CEA formalisée par un ordre de service (OS) dont le modèle figure en annexe 2.

Les Parties peuvent convenir de la création de nouveaux BPU au cours de l'exécution du marché dans les conditions et modalités suivantes :

- l'objet des BPU sont en relation directe avec l'objet et le périmètre du marché et s'avèrent nécessaires à la réalisation des prestations. Le chiffrage de ces BPU doit être justifié et détaillé.
- une prestation sur devis préalable qui s'avérerait récurrente peut être transformée en unité d'œuvre et être intégrée au BPU.

A titre exceptionnel, le CEA formalise cette évolution et son accord par un courrier co-signé par les Parties. Les nouveaux BPU sont applicables dès réception par le Titulaire de ce courrier co-signé, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

4.2.2 Prestations estimatives sur devis préalables

Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé à l'article « Montant » du présent marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification ou l'ajout de travaux supplémentaires.

Les prestations sur devis préalables portent exclusivement sur des modifications ou des prestations supplémentaires non couverts par les Spécifications Techniques, nécessaires à la bonne réalisation du marché et directement liés à l'exécution de ce dernier, que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire.

Ces prestations peuvent porter sur l'ajout de fonctionnalités complémentaires avant la phase de VSR globale.

Pour ces prestations, le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire qui fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 (cinq) jours ouvrés, faisant apparaître une décomposition de son montant sur les bases suivantes :

- des prix contractuels de l'offre du Titulaire, remis lors de sa soumission,
- ou, à défaut, de prix nouveaux, pour des natures de prestations/travaux non chiffrés à l'offre, décomposés comme suit :
 - le nombre de jours d'intervention par qualification, les taux journaliers (conformes aux dispositions de l'article « Montant » du marché),
 - la part de la sous-traitance et, le cas échéant, le coefficient de peines & soins associé, accompagné des justificatifs correspondants.

Ce devis comprendra également un descriptif des prestations à réaliser et un calendrier de réalisation.

Chaque devis fait l'objet d'une instruction et si nécessaire de négociations, jusqu'à sa validation par le CEA. Une fois acceptés par le CEA, les devis ont un caractère ferme et forfaitaire.

Les devis présentés par le Titulaire sont réputés tenir compte de tous les impacts des modifications concernées, afin de permettre au CEA de prendre des décisions au vu de l'ensemble des conséquences sur le marché.

Le Titulaire ne doit engager aucun travail modificatif sans avoir reçu l'accord préalable et écrit du CEA sur le devis, formalisé par une fiche de modification sur devis préalables (FDMDP) signée par le CEA, dont le modèle figure en annexe du marché. Le CEA ne sera redevable d'aucune somme au titre d'éventuelles prestations complémentaires qui n'auraient pas fait l'objet d'une FDMDP signée par le CEA.

Le Titulaire s'engage à prendre en compte les moins-values résultant des prestations retirées du périmètre du marché. Dans ce cas ces moins-values feront également l'objet d'une fiche de

modification (FDMDP) distincte détaillant le montant sur la base des prix contractuels de l'offre du Titulaire visée à l'article 2 supra.

Chaque FDMDP est prise en compte financièrement soit au titre de la part estimative, dans la limite du montant plafond correspondant, soit par la conclusion d'un avenant au marché établi au plus tard à l'échéance du marché. L'avenant regroupe une série de FDMDP le cas échéant. Ce choix est soit mentionné sur la FDMDP, soit décidé ultérieurement et notifié dans un compte rendu de réunion. Les prestations supplémentaires nécessitant une contractualisation par voie d'avenant ne pourront être facturées par le Titulaire qu'après signature de cet avenant par les Parties.

ARTICLE 5 - MODELE DE LICENSING ET EVOLUTION ANNUEL DU COUT DES LICENCES *(sera adapté par le CEA à la signature du présent marché selon le modèle proposé)*

Dans le cadre du présent marché, le soumissionnaire proposera un modèle de licensing adapté aux besoins du CEA, en précisant les principales caractéristiques commerciales et techniques associées.

Le soumissionnaire devra indiquer dans son offre, le type de licences envisagé (par exemple : licences perpétuelles, licences sous abonnement, licence illimitée...), les modalités de déploiement et d'utilisation (licences par profil déterminé, volume, etc.), ainsi que les éléments inclus dans le périmètre de la licence (mises à jour, support technique, maintenance corrective ou évolutive, ...).

Par ailleurs, afin d'assurer une cohérence globale des échéances contractuelles, le soumissionnaire proposera un mécanisme permettant d'aligner, à l'issue de la dernière VSR Globale, les durées suivantes sur une même date de référence :

- la durée de location ou de souscription des licences*
- les échéances de redevance ou d'abonnement*
- la durée de maintenance logicielle et de support technique...*

Enfin, le Titulaire s'engage à remettre, au plus tard à l'issue de la dernière VABF, un tableau contractuel d'alignement précisant pour chaque type de licence ou de prestation logicielle (licence, abonnement, maintenance) : la date de début, la date d'échéance recalculée et les ajustements appliqués.

ARTICLE 6 - REVERSIBILITE

En cas de résiliation ou de non-renouvellement du présent marché, au cours des deux derniers mois d'exécution du marché, le Titulaire pourra être amené, à la demande du CEA, à effectuer une prestation de réversibilité sortante consistant à transférer les connaissances qu'il aura acquises, au Titulaire entrant, au CEA ou tout autre tiers sous forme d'assistance technique.

6.1 Obligations et responsabilité pendant la période de réversibilité sortante

Dans le cadre du marché, on entend par « réversibilité », l'obligation pour le Titulaire (prestataire sortant) de fournir au CEA, ou à tout tiers de son choix, une assistance technique pour permettre au prestataire entrant ou au CEA de prendre connaissance de l'ensemble des conditions de réalisation

des prestations dues au titre du marché, de l'ensemble de la documentation associée et de s'initier aux méthodes et aux outils utilisés.

Pendant cette période, les prestations mises à la charge du Titulaire (prestataire sortant) au titre du marché seront effectuées, dans le respect des Spécifications Techniques et des objectifs et résultats qui y figurent, exclusivement sous la responsabilité du Titulaire sortant.

Préalablement au démarrage de cette phase de réversibilité, au moins deux semaines avant, le Titulaire (prestataire sortant) soumettra à l'approbation du CEA un programme de transition et de formation exposant les missions précises et les modalités de transfert de compétences et de connaissances des prestations ainsi que l'organisation associée à cette phase de réversibilité. Le Titulaire sortant s'engage à participer à toutes les réunions organisées par le CEA à cet effet et dont la date et la durée auront été fixées à l'avance.

Par ailleurs, la présence simultanée de plusieurs entreprises constituant une co-activité, un plan de prévention spécifique à la période de réversibilité sera établi par le CEA dès le début de cette période. Le Titulaire sortant ne saurait être tenu responsable des manquements dus à l'intervention d'un tiers du fait cette co-activité.

A l'issue de la période de réversibilité sortante, les documents suivants devront avoir été remis au CEA par le Titulaire sortant (sous un format modifiable et non .pdf) :

- l'ensemble de la documentation mise à disposition du Titulaire par le CEA,
- la documentation technique permettant la reprise de données,
- les modes opératoires relatifs à toutes les opérations de maintenance et de développement, réalisées par le Titulaire sortant, y compris ceux qu'il sous-traite, finalisées ou commencées et non achevées avant la fin de cette période,
- tous les fichiers informatiques de la documentation élaborée par le Titulaire sortant et les fichiers informatiques des outils de gestion des activités constituant des livrables au titre des prestations auront été remis au CEA dans leurs dernières versions applicables ou de mise à jour, de même que les versions en projet,
- et, dans le cas d'une défaillance du Titulaire (ex. : défaillance financière ou arrêt de maintenance de l'éditeur), en plus des éléments précisés précédemment, le Titulaire devra remettre au CEA le code source permettant de maintenir le système d'information.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DES PARTIES

7.1 Obligations du Titulaire

7.1.1 *Obligation de résultat*

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la prestation relative au présent marché et respecter cette obligation de résultat.

7.1.2 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution de la prestation qui lui est dévolue au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

7.2 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché, ainsi que les moyens définis ci-après.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

7.3 Obligations des parties concernant le traitement des données à caractère personnel

Les clauses, objet de l'annexe intitulée « obligations des Parties relatives au traitement de données à caractère personnel » définissent les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel.

ARTICLE 8 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire s'engage, dans la mesure du possible, à :

- Développer ou fournir une solution logicielle écoconçue, optimisant les ressources matérielles utilisées
- Fournir des informations sur la consommation énergétique attendue du système (en phase d'usage)
- Privilégier les opérations de maintenance à distance via des outils sécurisés afin de limiter l'impact environnemental

ARTICLE 9 - CLAUSE SOCIALE

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

ARTICLE 10 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

10.1 Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent marché.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités de la prestation.

10.2 Moyens mis à disposition par le CEA

Les conditions de mise à disposition par le CEA de moyens sont définies à l'article 19 des CGA.

Le système d'information doit être installé « on premise » et hébergés sur les serveurs du CEA situés à Saclay (ou Bruyères-le-Châtel le cas échéant).

Le Titulaire réalisera les prestations dans ses propres locaux et interviendra ponctuellement sur le site du CEA Saclay ou dans les autres sites CEA civils pour les formations notamment. A cet effet, le CEA confie au Titulaire à titre gracieux le ou les bureaux/locaux nécessaires aux interventions sur site.

10.3 Horaires d'intervention

Les horaires d'ouverture des centres CEA seront précisés par le CEA avant chaque intervention et/ou en début d'année à la demande du Titulaire.

Le Titulaire intervient de manière nominale pendant les horaires de travail du personnel CEA. Si le CEA en fait la demande ou si le Titulaire souhaite réaliser sa prestation en dehors de ces horaires de travail, ou sur un jour programmé de fermeture du CEA, tout en restant dans la plage horaire d'ouverture, il doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA. Dans tous les cas, les horaires d'intervention sont définis et mentionnés au plan de prévention.

Si exceptionnellement un travail doit être effectué ou se prolonger en dehors des horaires convenus, le responsable du Titulaire doit à nouveau obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA.

10.4 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

ARTICLE 11 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes suivantes (dernières versions en vigueur) :

- Sur le système d'information proposé :
 - ISO 27001 : Bien que ce soit principalement une norme pour la sécurité de l'information, elle est également pertinente pour les logiciels de gestion de la santé au travail, car elle traite de la sécurité des données, y compris les données médicales des employés ;

- Au sein de son organisation :
 - ISO 9001 qui définit les exigences pour la mise en place d'un système de management de la qualité
 - ISO 14001 qui définit des exigences et recommandations pour la mise en œuvre d'un système de management environnemental.

Le Titulaire établira un Plan Qualité particulier (PQp) relatif à la prestation.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 12 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES

12.1 Livrables à remettre

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables documentaires mentionnés dans les Spécifications Techniques (§ XXX), et repris dans l'annexe au présent marché (cette annexe sera intégrée à compter de la phase offre de la procédure faisant l'objet de ce marché).

12.2 Validation des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 5 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

12.3 Format et support des livrables

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA devront être réalisés via des logiciels compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables validés seront remis au CEA sous forme numérique, en version native (format ouvert ou compatible avec les logiciels CEA) et pdf.

12.4 Archivage

Le Titulaire archivera les dossiers remis pendant une durée minimale de 10 ans. Au-delà de cette période, aucun document ne pourra être détruit sans l'accord préalable écrit du CEA.

De même, le Titulaire sauvegardera à l'identique les données relatives aux dossiers précités, de sorte qu'il soit en mesure de fournir un exemplaire supplémentaire sous format électronique sur demande du CEA.

12.5 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la raison.

ARTICLE 13 - REUNIONS

13.1 Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA ou en visioconférence, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

Pour les réunions hebdomadaires, le support de présentation devra être fourni au plus tard 24 heures avant ladite réunion par le Titulaire.

Pour les autres réunions / comités, le Titulaire fournira au CEA au plus tard une semaine avant ladite réunions, un rapport complet accompagné des supports de présentation.

13.2 Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement (revue de projet) sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay, au plus tard deux semaines après la signature du marché. Le support de présentation devra être fourni par le Titulaire au plus tard 24 heures avant la tenue de la réunion d'enclenchement.

Lors de cette réunion, le Titulaire devra notamment proposer :

- L'organisation mise en place pour le projet, les points de contact, la communication au sein des équipes projet, les rôles et responsabilités (matrice RACI) de chaque acteur
- Un planning des échéances (réunions, ateliers, points d'arrêt, etc.) qu'il juge nécessaires pour suivre la bonne exécution du marché. Ce planning devra être accepté par le CEA avant tout commencement des prestations
- Une version synthétique des documents de suivi qualité du projet : PQp, PAS, etc., avec un focus particulier sur les métriques d'avancement et de qualité des livrables
- Le modèle de tableau de bord synthétique d'avancement des travaux

13.3 Réunion de suivi hebdomadaire

Chaque semaine, une réunion de suivi des travaux (le cas échéant pouvant inclure le Titulaire du marché SILAB) aura lieu. Le Titulaire devra présenter :

- L'avancement du projet : synthèse des travaux réalisés au cours de la semaine passée, synthèse des travaux prévus sur la semaine à venir, avancement global

- Les écarts par rapport au cahier des charges
- L'examen des problèmes rencontrés et solutions envisagées
- Les retards et points de blocage accompagnés d'une proposition de plan d'action
- Les risques nécessitant un traitement immédiat et une proposition de plan de gestion
- Une synthèse des livrables en attente de validation et livrables à venir.

La mention d'éléments financiers ne sera pas envisageable pendant ces réunions, du fait notamment de la présence du Titulaire du marché SILAB.

En fonction de l'évolution des prestations, les interlocuteurs techniques pourront s'entretenir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie en direct ou par échanges de correspondances.

Le compte-rendu attendu pour ce comité est sous la forme d'un suivi d'actions (RIDA – Relevé d'informations, de décisions et d'actions).

13.4 Comité de pilotage projet

Un comité de pilotage devra être organisé mensuellement afin de rendre compte de l'avancement global du projet. Ce comité de pilotage inclura le Titulaire du marché SILAB.

Le Titulaire du présent marché devra :

- Présenter une vision de la prestation à date (avancement, planning actualisé, reste à faire, analyse de risque actualisée)
- Synthétiser les écarts par rapport au besoin initial (cahier des charges) avec une vision permettant de déclencher un processus de prise de décision concernant les écarts
- Préciser les besoins éventuels de synchronisation d'activité avec le Titulaire du marché SILAB ou le CEA.

La mention d'éléments financiers ne sera pas envisageable pendant ces comités, du fait notamment de la présence du Titulaire du marché SILAB.

13.5 Comité contractuel

Le Comité contractuel a pour but de suivre les éléments concernant les aspects financiers et qualité de prestations, notamment :

- La présentation par le Titulaire de sa vision du marché à date (budget actualisé, évaluation de performances, risques marché)
- Le cas échéant, le déclenchement d'un processus de décision si certains points du marché ne peuvent être respectés

En amont de ce comité, le Titulaire produira un rapport mensuel incluant l'ensemble des éléments demandés. En cas d'absence de désaccords, le CEA peut décider que le rapport se substitue intégralement au comité contractuel.

13.6 Compte-rendu

Chaque réunion et comité fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

ARTICLE 14 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	Téléphone	Mail
Pour le CEA			
Acheteuse	Eloïse ROUQUE	01 69 08 70 71	eloise.rouque@cea.fr
Chef de projet MOE e-CARE	Dmitri VOITSEKHOVITCH	06 07 12 59 28	dmitri.voitsekhovitch@cea.fr
Conseiller Médical	Denis MICHARD	01 46 54 76 48	denis.michard@cea.fr
Pour le Titulaire			

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée de 15 jours sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 15 - RECEPTIONS

15.1 Réception des phases 1 à 4 et options associées

Chacune des phases mentionnées à l'article 3.1.1, intégrant les options associées, levées le cas échéant, fera l'objet d'une réception prononcée conformément aux conditions prévues à l'article 33 du chapitre 11 des CGA avec :

- une réception provisoire prononcée à l'acceptation par le CEA, des livrables documentaires des livrables techniques, après vérification de la conformité du produit informatique par rapport aux stipulations contractuelles et du bon fonctionnement. Cette réception est prononcée à l'issue d'une période de Vérification d'Aptitude au Bon Fonctionnement (VABF) d'une durée de X mois

pour la phase 1 (estimation à 6 mois => à définir dans le marché final en fonction du planning global) et 4 mois pour les autres phases

- une réception définitive à l'issue d'une période de vérification en service régulier (VSR) de 6 mois débutant à la mise en production.

La réception provisoire de la phase 1 porte sur l'intégralité du système MVP (SILAB inclus).

La phase VSR de la phase 1 commencera sur un site pilote puis sera déployée au bout d'un mois sur les autres sites les uns après les autres, toutes les 2 semaines.

Le début des phases 2, 3 et 4 ne pourra commencer qu'à l'issue de la réception définitive de la phase 1.

La réception de la dernière phase réalisée comprendra, en plus de la vérification prévue, une réception dite « VSR globale » sur l'intégration complète et le bon fonctionnement de l'ensemble du système d'information, y compris l'ensemble des fonctionnalités, des interfaces et des livrables des différentes phases précédentes ainsi que des montées de version du produit qui auront eu lieu pendant le déroulement du projet (phases 1 à 4).

15.2 Réception des phases 5 et 6

La mise à disposition des licences et les prestations de maintenance feront l'objet d'une réception prononcée annuellement après acceptation par le CEA de l'ensemble des prestations et des livrables associés.

15.3 Réception des prestations sur bordereaux de prix

La réception des prestations sur bordereaux de prix sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations sur bordereaux de prix et des livrables associés.

15.4 Réception des prestations sur devis préalables

La réception des prestations sur devis préalables sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations sur devis préalables et des livrables associés.

15.5 Modalités de réception

Chaque réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

En cas de non-conformité ou non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une refaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

ARTICLE 16 - GARANTIE

Conformément à l'article 33.5 des CGA, le Titulaire garantit au CEA que le système d'information est conforme aux spécifications techniques validées entre les Parties. Il garantit que le système d'information est exempt de virus ou code malveillant. Il garantit qu'il a été réalisé à l'état de l'art des bonnes pratiques pour la sécurité informatique, notamment conformément aux guides et référentiels mis à disposition par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Pendant une durée de 12 mois à compter de la date de réception définitive du système d'information, le Titulaire assure à la demande du CEA et à titre gratuit :

- l'accès à un support (téléphonique, par courrier électronique ou par une interface web) permettant notamment la déclaration d'anomalies
- des services de maintenance logicielle corrective incluant les montées de version correspondantes avec les mêmes délais de résolution que ceux indiqués à l'article 17.2
- la mise à disposition des nouvelles versions par le Titulaire dès lors où elles sont nécessaires au bon fonctionnement et à la pérennité du système d'information.

Au-delà de ce délai, le Titulaire s'engage à fournir des services d'assistance technique et de maintenance précisée à l'article 17.

ARTICLE 17 - SUPPORT TECHNIQUE ET MAINTENANCE A L'ISSUE DE LA GARANTIE

17.1 Support technique / assistance

Le Titulaire fournira au CEA l'accès à un support (téléphonique, par courrier électronique ou par une interface web) permettant notamment la déclaration d'anomalies. La maintenance inclut les déplacements, les interventions sur site, la prise en charge de l'analyse des dysfonctionnements et la fourniture d'un correctif ou d'une solution de contournement en attendant le correctif.

Le Titulaire s'engage également à fournir au CEA une documentation technique et utilisateur.

17.2 Correction des anomalies

A l'issue de la garantie, le Titulaire s'engage à corriger toute anomalie signalée par le CEA dans les délais fixés ci-après.

Les correctifs et/ou montées de version mineures ou majeures, qu'ils soient ou non la résultante d'une déclaration d'anomalie du CEA, sont transmis ou mis à disposition du CEA dès leur disponibilité. Le cas échéant, la documentation est mise à jour.

Par principe, les anomalies constatées par le CEA sont réputées imputables au Titulaire, sauf si ce dernier apporte la preuve que l'origine de l'anomalie ne lui est pas imputable.

En cas de désaccord des Parties sur l'origine d'une anomalie, celles-ci ont recours à un tiers expert. Si l'expertise conclut que l'anomalie est imputable au Titulaire, celui-ci prend en charge toutes les corrections nécessaires ainsi que les frais d'expertise engagés par le CEA.

Pour le tableau ci-après, on entend par :

- Anomalie bloquante : une anomalie est bloquante lorsqu'elle empêche l'utilisation de tout ou partie des fonctionnalités de l'Application, que ce soit en environnement de qualification ou en

environnement de production, ou une non-conformité réglementaire ne relevant pas de la maintenance évolutive. Ce type d'anomalie concerne les programmes qui ne fonctionnent pas, les transactions qui fournissent des résultats rendant le livrable impossible ou risqué à exploiter, interdisent l'accès à des fonctionnalités, la documentation inexploitable, les données corrompues ;

- Anomalie majeure : une anomalie est majeure lorsqu'elle empêche l'utilisation de tout ou partie des fonctionnalités de l'application, que ce soit en environnement de qualification ou en environnement de production, tout en permettant l'obtention du résultat par une manipulation de contournement simple et acceptée par le CEA. Il s'agit d'un dysfonctionnement d'une fonction, une erreur sur une donnée, qui ne met pas en péril le système mais qui nuit à l'utilisation d'un module ;
- Anomalie mineure : une anomalie est mineure lorsque l'application comporte des défauts ou imperfections qui n'empêchent pas l'usage normal.

Le Titulaire s'engage à respecter les délais définis ci-après. Ils sont décomptés à partir de la déclaration d'anomalie par le CEA :

- Anomalie bloquante : résolution ou fourniture d'une solution de contournement simple et acceptée par le CEA en moins d'1 (UNE) heure. En cas de fourniture d'une solution de contournement, le délai de résolution devient le même que pour une anomalie majeure.
- Anomalie majeure : résolution en moins de 3 (TROIS) jours ouvrés
- Anomalie mineure : résolution en moins de 10 (DIX) jours ouvrés

17.3 Maintenance évolutive

La maintenance évolutive correspond à la mise à disposition des nouvelles versions par le Titulaire.

Le Titulaire devra répondre aux exigences du CEA conformément aux Spécifications techniques

Dans le cas particulier d'une maintenance évolutive liée à une évolution de la réglementation, le Titulaire devra fournir la mise en conformité dans un délai de 30 jours ouvrés à compter de la publication du décret d'application.

17.4 Engagement minimum attendu pour la maintenance logicielle

Afin de maintenir une qualité optimale du système d'information, le Titulaire s'engage à respecter les exigences suivantes :

- maintenance fonctionnelle du système d'information sur une durée minimale de 5 ans à compter de la VSR globale
- maintenance réglementaire du système d'information sur une durée minimale de 7 ans à compter de la VSR globale
- maintenance de sécurité du système d'information sur une durée minimale de 10 ans à compter de la VSR globale

ARTICLE 18 - DELAIS D'EXECUTION

Il est demandé aux soumissionnaires de proposer un planning de réalisation à leur offre en précisant si certaines phases peuvent être parallélisé au-delà de la phase 1 et en indiquant le cas échéant le délai global de réalisation des phases 1 à 4 et le planning correspondant.

- 18.1** T0 étant la date de signature du présent marché, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après (à compléter) :

Phases / Etapes*	Jalon	Délai
Enclenchement des prestations	Réunion d'enclenchement du marché	T0 + 2 semaines = T1
Phase 1 Mise en œuvre pour les centres civils (hors Marcoule) des fonctionnalités « MVP »		
	Fourniture des « livrables SPEC » relatifs à la phase 1, au CEA	T1 + __
<i>Validation par le CEA des « livrables SPEC » de la phase 1 (T2)</i>		
	Installation du logiciel Paramétrage, reprise des données et connexions	T2 + __
Début de la phase de VABF conditionné au début de la VABF de l'outil SILAB= T3 (Afin d'assurer la continuité des prestations et la bonne articulation entre le présent marché et celui relatif au marché SILAB, un point d'arrêt est prévu). À ce titre, la VABF et la VSR des deux systèmes d'informations coïncidera volontairement entre les deux marchés.		
	Fourniture des « livrables VABF » relatifs à la phase 1 Recettes communes à SILAB et SIMED sur les fonctionnalités MVP de la phase 1 et sur l'interfaçage avec SILAB Réception provisoire (= fin de la VABF) de la phase 1	T3 + 3 mois
Début de la VSR = T4 (T0 + 6 mois)		
	Fin de la VSR relative à la phase 1	T4 + 6 mois

<i>Accord du CEA pour le démarrage des prestations relatives aux phases 2 (T5), 3 (T5 bis) et 4 (T5 ter)</i>		
Phase 2 (T5)		
Mise en œuvre pour les centres civils (hors Marcoule) des fonctionnalités globales post « MVP »		
	Fourniture des « livrables SPEC » relatifs à la phase 2 au CEA	T5 + __
<i>Validation par le CEA des livrables SPEC de la phase 2 (T6)</i>		
	Paramétrage et reprise de données	T6 + __ = T7
	Fourniture des « livrables VABF » relatifs à la phase 2, au CEA Réception provisoire (= fin de la VABF) de la phase 2	T7 + 4 mois = T8
	VSR relative à la phase 2	T8+ 6 mois
Phase 3 (T5 bis)		
Mise en œuvre du système d'information pour la DAM		
	Fourniture des « livrables SPEC » relatifs à la phase 3 au CEA	T5 bis + __
<i>Validation par le CEA des livrables SPEC de la phase 3 (T6 bis)</i>		
	Paramétrage et reprise de données	T6 bis + __ = T7 bis
	Fourniture des « livrables VABF » relatifs à la phase 2, au CEA Réception provisoire (= fin de la VABF) de la phase 3	T7 bis + 4 mois = T8 bis
	VSR relative à la phase 3	T8 bis + 6 mois
Phase 4 (T5 ter)		
Mise en œuvre du système d'information pour le centre de Marcoule		
	Fourniture des « livrables SPEC » relatifs à la phase 4 au CEA	T5 ter + __

Validation par le CEA des livrables SPEC de la phase 4 (T6 ter)		
	Paramétrage et reprise de données	T6 ter + ____ = T7 ter
	Fourniture des « livrables VABF » relatifs à la phase 4, au CEA Réception provisoire (= fin de la VABF) de la phase 4	T7 ter + 4 mois = T8 ter
	VSR relative à la phase 4	T8 ter + 6 mois
Au cours de la VSR de la dernière phase réalisée, une « VSR globale » est réalisée conformément aux dispositions précisées à l'article « Réceptions » des phases 1, 2, 3 et 4 = T9		
Phase 5		
Redevance de la totalité des licences et garantie du système d'information		
		T9 + 12 mois = T10
Phase 6		
Redevance de la totalité des licences et support et maintenance corrective et évolutions du système d'information		
		T10 + 36 mois

- 18.2** Les délais d'exécution associés à la garantie et la maintenance du système d'information sont précisés respectivement aux articles 15 et 16 *supra*.

ARTICLE 19 - MONTANT (SERA COMPLETE DANS LE MARCHÉ FINAL SUR LA BASE DE L'ANNEXE FINANCIERE FOURNIE AU DCE)

19.1 Montant total du marché

Le montant des prestations, objet du présent marché, est plafonné à la somme de **XXXX € HT (XXX EUROS HORS TAXES)**, en cas d'affermissement de l'ensemble des options.

19.2 Prestations forfaitaires

Le montant total des prestations forfaitaires, objet du présent marché, est fixé à la somme forfaitaire de **XXXX € HT (XXX EUROS HORS TAXES)**, en cas d'affermissement de l'ensemble des options.

Ce montant se décompose comme suit : sera complété sur la base de l'offre financière et de l'annexe financière du DCE

19.3 Prestations sur bordereaux de prix

Le montant des prestations sur bordereaux de prix est plafonné à la somme de **XXXX € HT (XXX EUROS HORS TAXES)**.

En aucun cas le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur l'ordre de service formalisant de manière écrite, l'autorisation préalable du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Les bordereaux de prix et leurs montant associés sont les suivants (à compléter) :

N°	Désignation	Unité	Prix forfaitaire € HT
2	SM-INT-O-1 – Forfait de base Développement interface générique (Interface avec import / export d'une unité d'information / Format standard / flux synchrone (ex. API) / Vérification de l'intégrité des données échangées)	1 interface	
2a	Surcoût <i>Echange d'une unité d'information</i>	1 unité d'information	
2b	Surcoût <i>Format non standard</i>		
2c	Surcoût <i>Flux asynchrone</i>		
3	SM-FOR-O-1 - Formation fonctionnelle à distance (adaptée aux profils métier) pour 12 personnes max	1 formation	
4	SM-FOR-O-2 - Formation fonctionnelle sur site (adaptée aux profils métier) au-delà de celle prévue en tranche ferme, pour 10 personnes	1 formation	
5	SM-FOR-O-3 - Formation spécifique sur site pour 10 personnes max, au-delà de celle prévue en tranche ferme	1 formation	
6	SM-FOR-O-4 - Formation individuelle sur site (prise en main de l'outil en conditions réelles) au-delà de celle prévue en tranche ferme, d'une durée de 5 jours	1 formation	
7	SM-FOR-O-5 - Formation technique sur le site de Saclay (installation et maintien du système, identification anomalies de fonctionnement, ...) pour 2 personnes/site	1 formation	

9	Forfait déplacement aller/retour centres en Ile de France (hors prestations tranche ferme)	1 déplacement / personne	
10	Forfait déplacement aller/retour centres en Province (hors prestations tranche ferme)	1 déplacement / personne	
11	Frais hébergement journalier centres en Ile de France (hors prestations tranche ferme)	1 nuitée / personne	
12	Frais hébergement journalier centres en Province (hors prestations tranche ferme)	1 nuitée / personne	
13	Reprise de données supplémentaires – ajout d'une catégorie de données	A déterminer	

19.4 Prestations sur devis préalables

Le montant des prestations sur devis préalables est plafonné à la somme de **XXXX € HT (XXX EUROS HORS TAXES)**. (A DEFINIR PAR LE CEA A LA SIGNATURE DU MARCHE)

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (FDMDP) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Ces prestations seront rémunérées sur la base des taux journaliers forfaitaires suivants (à compléter):

Qualification	Profil	Montant journalier en € HT
1		
2		
3		
4		
5		
6		

L'acceptation par le CEA du devis du Titulaire rend la montant de la demande de la prestation concernées forfaitaire et ferme.

19.5 Les prix fixés ci-dessus comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement en région parisienne, les frais de documentation, dactylographie, reprographie, correction, de gravure de CD-ROM nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

19.6 Caractère des prix

Les montants mentionnés ci-dessus sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre). Seules les prestations réalisées à compter de la phase 6 (hors prix des licences) sont révisables.

ARTICLE 20 - REVISION

Les prix sont fermes jusqu'à la fin de la phase 5, puis seront révisables annuellement, au mois anniversaire.

Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \times [0,80 \times (ICHT-N / ICHT-N_0) + 0,20 \times (SYNTEC/SYNTEC_0)]$$

dans laquelle :

C = coefficient de révision,

ICHT-N₀ = valeur de l'indice du coût horaire du travail – Services administratifs et de soutien, du mois de xxx (mois de remise de l'offre finale), publiée au Moniteur

ICHT-N = dernière valeur connue de ce même indice à la date de révision de prix

SYNTEC₀ = valeur de l'indice SYNTEC du mois de xxx (mois de remise de l'offre finale)

SYNTEC = dernière valeur connue de ce même indice à la date de révision de prix

Pour la révision du montant d'une prestation ayant fait l'objet d'un retard imputable au Titulaire, l'indice applicable sera celui de la date contractuelle initiale.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donnée dans le mois qui suit sa date de réception. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.

ARTICLE 21 - REGIME FISCAL

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits

ARTICLE 22 - CONDITIONS DE FACTURATION

22.1 Echancier de facturation de la tranche ferme

- Pour les phases 1 à 4

Le montant de chacune des phases 1 à 4 du présent marché (y compris les options affermies à la signature du marché ou durant la réalisation des phases 1 à 4) sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

- 20 % du montant HT de chacune des phases 1 à 4 et les taxes correspondantes à l'acceptation par le CEA des « livrables SPEC » remis par le Titulaire
- 60 % du montant HT de chacune des phases 1 à 4 et les taxes correspondantes à la réception provisoire (=VABF) de la phase considérée prononcée à l'issue satisfaisante de la phase VABF et remise et acceptation des livrables correspondants.
- 10 % du montant HT de chacune des phases 1 à 4 et les taxes correspondantes à la réception définitive de la phase considérée prononcée à l'issue satisfaisante de la phase VSR et remise et acceptation des livrables correspondants
- Le cumul des 10 % restant de chacune des phases 1 à 4 à la fin de la période de VSR globale

- Pour la phase 5

Le montant des prestations relatives la phase 5 seront facturés annuellement, à terme échu, après acceptation par le CEA des prestations correspondantes.

- Pour la phase 6

Le montant des prestations relatives la phase 6 seront facturés annuellement, à terme échu, après acceptation par le CEA des prestations correspondantes.

22.2 Prestations estimatives sur bordereaux de prix

Les prestations sur bordereaux de prix seront facturées, toutes taxes incluses, à la réception des prestations réalisées. Elles seront rémunérées selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

22.3 Prestations estimatives sur devis préalables

Les prestations sur devis préalables seront facturées, toutes taxes incluses, à la réception des prestations correspondants à chaque FMDP, selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

22.4 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des Parties, bon de livraison, ...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire ou le co-traitant au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

En cas de GME :

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

(à compléter par le soumissionnaire)

Dénomination du Titulaire du marché :

Numéro SIRET :

Dénomination du cotraitant du Titulaire :

Numéro SIRET :

ARTICLE 23 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA, pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 24 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

ARTICLE 25 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

Chaque Partie demeure propriétaire de ses Connaissances Propres.

ARTICLE 26 - PENALITES

26.1 Pénalités pour retard d'exécution (hors garantie et maintenance)

Si le Titulaire ne réalise pas les prestations dans les délais prévus à l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 1 500 € par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

26.2 Pénalités pour retard d'exécution lors des prestations de garantie et de maintenance

En cas de retard du Titulaire sur les délais de résolution prévus à l'article « Support technique et corrections des anomalies / maintenance » du présent marché, celui-ci sera passible d'une pénalité de 800 € par jour de calendrier de retard constaté à compter de l'heure contractuelle.

26.3 Pénalités de non tenue des SLA

Afin de suivre la qualité de la prestation dans le cadre de la phase opérationnelle, le CEA met en place un système de mesure des résultats par indicateurs des prestations réalisées.

Pour chaque mois où un indicateur est en écart, le CEA appliquera une pénalité d'un montant équivalent à 1% du montant mensualisé des licences annuelles, par indicateur en écart.

Chaque trimestre, lors du comité de suivi du marché, le Titulaire présente au CEA les résultats effectifs atteints pour chacun des indicateurs et le CEA relève les écarts liés aux résolutions des anomalies.

26.4 Modalités d'application des pénalités et plafond

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché.

Fait à Saclay,
en deux exemplaires originaux,
Pour le CEA,
Signature :

Date :

Pour le Titulaire,
Signature :

Date :

ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre Paris-Saclay.

- 1.2 Lutte contre le travail dissimulé et respect de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (habilitation médicale) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès aux Centres

Il est préconisé de se rapprocher des interlocuteurs pour avoir les informations propres aux centres concernés.

4. Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et d'impartialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à ces obligations,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

6. Suivi médical

6.1 Dispositions générales

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

ANNEXE 2 - BON DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS SUR UNITES D'ŒUVRE (BPU)

BON DE COMMANDE N°				
<u>Marché n°4000.....</u>			<u>Titulaire :</u>	
n° BPU	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)
Montant total : € HT				
Commentaires :				
		CEA		
NOM				
DATE				
SIGNATURE				

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager de BPU au-delà des quantités et des montants indiqués sur le bon de commande sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

ANNEXE 3 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE)

FDMDP N° ...		
Marché n°4000		Titulaire :
Référence de la spécification technique du CEA :		Référence du devis du Titulaire :
Montant : € HT		
Les prestations correspondent au périmètre suivant :		
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) :		
	CEA	TITULAIRE
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

ANNEXE 4 – LISTE DES LIVRABLES



ANNEXE 5 - OBLIGATIONS DES PARTIES RELATIVES AU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

1. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).
- La décision d'exécution (UE) 2021/915 de la Commission européenne en date du 4 juin 2021 relative aux clauses contractuelles types entre les responsables du traitement et les sous-traitants au titre de l'article 28, paragraphe 7, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil et de l'article 29, paragraphe 7, du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil.

2. Description du traitement faisant l'objet du transfert des données à caractère personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du CEA les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

<p>Description des opérations réalisées sur les données¹ :</p> <p>Consultation de la base de données médicales historique du CEA uniquement dans le but de développer et tester les outils de reprise de données.</p> <p>Consultation de la base de données médicale à venir uniquement dans le but d'identifier et qualifier les éventuelles anomalies techniques.</p>
<p>Finalité(s) du traitement² :</p> <p>Mise en place du progiciel de gestion médicale des Services de Prévention et de Santé au Travail du CEA .</p> <p>Qualification des anomalies</p>
<p>Type de données à caractère personnel traitées³ :</p> <p>Identification</p>

¹ Préciser ce que le prestataire va faire avec les données. Par exemple, pour une prestation d'infogérance : intervention sur les systèmes d'information, maintenance...

² Raison pour laquelle les données sont traitées. Par exemple, infogérance, réservation de voyages, gestion des inscriptions à une conférence, organisation et suivi des élections professionnelles ...

³ Les types de données sont principalement : Etat civil, Vie personnelle, Vie professionnelle, Informations économiques et financières, Données de connexion, N° de sécu, Données biométriques, Données génétiques, Difficultés sociales, Données de santé...

Etat Civil Situation professionnelle Situation personnelle Dossier médical santé au travail (dont NIR)
Catégories de personnes concernées ⁴ : Tous Salariés CEA (CDI, CDD, stagiaires...) Salariés d'entreprises extérieures suivis par le CEA dans le cadre de la santé au travail Anciens salariés CEA
Autres précisions ou interdictions ⁵ : Le personnel du Titulaire sera soumis à une note individuelle d'habilitation au secret médical. Le Titulaire pourra consulter les données de manière autonome depuis un poste de travail sécurisé sur le site de Saclay et uniquement sous supervision depuis les autres sites. Le Titulaire pourra tester ses outils de transformation de données uniquement vers une base de données locale. Le Titulaire n'est pas autorisé à faire sortir les données de l'infrastructure sécurisée du CEA sur quelque support que ce soit. Aucun accès à distance ne sera possible. La présente Annexe ne s'applique qu'au cas de l'hébergement on-premise par le CEA. Si le CEA décide de transférer la solution et les données vers du SaaS, il sera nécessaire de conclure un accord spécifique (« DPA » ou « Data Processing Agreement ») selon le modèle en vigueur au CEA.

3. Obligations du Titulaire vis-à-vis du CEA

3.1. Le Titulaire s'engage à :

- a. Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la prestation ;
- b. Traiter les données **conformément aux instructions documentées** du CEA. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le CEA. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il

⁴ Les catégories de personnes sont principalement : Salariés CEA, Salariés d'entreprises extérieures sur site CEA / intérimaires, Stagiaires, Clients, Fournisseurs, Visiteurs, Sujets de recherche, Grand public...

⁵ Préciser, par exemple, si les données ne sont accessibles que sur site CEA.

doit informer le CEA de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

- c. **Garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- d. Veiller à ce que **les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- e. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut** ;
- f. Aider le CEA à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le Titulaire :
 - L'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
 - L'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente/les autorités de contrôle compétentes préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le CEA ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
 - L'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le CEA si le Titulaire apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes ;
 - Les obligations prévues à l'article 32 du règlement européen sur la protection des données.

3.2. **Données sensibles**

Le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique (« données sensibles »). Le Titulaire devra préciser et appliquer des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires, notamment la formation du personnel habilité à accéder aux données médicales.

3.3. **Sous-traitance ultérieure**

Le Titulaire dispose de l'autorisation générale du CEA pour ce qui est du recrutement de sous-traitants ultérieurs sur la base d'une liste convenue (**à fournir par le Soumissionnaire ; cf. modèle en fin de clause***), et pour les activités suivantes : (**lister les activités autorisées**).

Le Titulaire informe spécifiquement par écrit le CEA de tout projet de modification de cette liste par l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ultérieurs au moins (préciser la durée) à l'avance, donnant ainsi au CEA suffisamment de temps pour pouvoir s'opposer à ces changements avant le recrutement du ou des sous-traitants ultérieurs concernés. Le Titulaire fournit au CEA les informations nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit d'opposition.

Lorsque le Titulaire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du CEA), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant

ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au Titulaire en vertu des présentes clauses. Le Titulaire veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement européen sur la protection des données.

À la demande du CEA, le Titulaire lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le Titulaire peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le Titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard du CEA, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le Titulaire informe le CEA de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles. Le Titulaire convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle - dans le cas où le Titulaire a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable - le CEA a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

* Liste des sous-traitants ultérieurs (à fournir par le prestataire) :

Le CEA a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants :		
Sous-traitant 1		
Nom :	.....
Adresse :	..... ..... .....
Contact	Nom :	.....
	Fonction :	.....
	Coordonnées :	.....
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) :		
Sous-traitant 2		
Nom :	.....
Adresse :	..... ..... .....
Contact	Nom :	.....
	Fonction :	.....
	Coordonnées :	.....

Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) :

.....
.....
.....
.....
.....

3.4. Transferts internationaux

Les transferts hors CEA étant interdits, les transferts internationaux le sont également.

3.5. Droit d'information des personnes concernées

L'information aux personnes concernées relève de la responsabilité du CEA.

3.6. Exercice des droits des personnes

L'exercice du droit des personnes relève de la responsabilité du CEA. Le Titulaire peut être appelé à intervenir dans le cadre d'un incident pouvant impliquer son personnel ou la prestation fournie.

3.7. Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie au CEA toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance en adressant un email avec accusé de réception à : dpd@cea.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au CEA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

3.7.1. Violation de données en rapport avec des données traitées par le CEA

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le CEA, le Titulaire prête assistance au CEA :

- Aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le CEA en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques);
- Aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement européen sur la protection des données, doivent figurer dans la notification du CEA, et inclure, au moins :
 - La nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - Les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - Les mesures prises ou les mesures que le CEA propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

- Aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement européen sur la protection des données, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

3.7.2. *Violation de données en rapport avec des données traitées par le Titulaire*

En cas de violation de données en rapport avec des données traitées par le Titulaire, la notification faite au CEA contient au moins :

- Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- Ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

3.8. **Mesures de sécurité**

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

Pseudonymisation des données à caractère personnel (si applicable)	Le Titulaire devra maintenir les mesures d'anonymisation / pseudonymisation en place au CEA.
Chiffrement des données à caractère personnel	Le Soumissionnaire devra préciser, dans le cadre de la solution qu'il fournit, la nature, la portée et la qualité du chiffrement de la donnée au repos et en transit.
Moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité des données	(A compléter par le Soumissionnaire : capacités techniques et fonctionnalités de la solution en lien avec le sujet⁶)

⁶ Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Accès aux locaux contrôlés (alarmes anti-intrusion, détecteurs de fumée, contrôle d'accès dédié à la salle informatique, règles d'accès des visiteurs)

Moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique	(A compléter par le Soumissionnaire : capacités techniques et fonctionnalités de la solution en lien avec le sujet ⁷)
Procédure visant à tester, analyser, évaluer l'efficacité des mesures de sécurité	(A compléter par le Soumissionnaire : procédures liées à la solution proposée ⁸)

3.9. *Sort des données*

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au CEA sauf instruction différente reçue du CEA. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

3.10. *Délégué à la protection des données*

Le Titulaire communique au CEA **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

3.11. *Registre des catégories d'activités de traitement*

Le Titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du CEA comprenant les éléments imposés par le règlement européen sur la protection des données.

- Accès aux données limitées aux seules personnes habilitées, accès par identifiant / mot de passe régulièrement modifié (<https://www.cnil.fr/fr/authentication-par-mot-de-passe-les-mesures-de-securite-elementaires>)
- Protection du réseau interne (gestion des connexions wi-fi, VPN si accès à distance, limitation des flux réseaux)
- Postes de travail sécurisés avec verrouillage automatique des sessions, pare-feu, antivirus,
- Journalisation des données

⁷ Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Accès aux locaux contrôlés (alarmes anti-intrusion, détecteurs de fumée, contrôle d'accès dédié à la salle informatique, règles d'accès des visiteurs)
- Accès aux données limitées aux seules personnes habilitées, accès par identifiant / mot de passe régulièrement modifié (<https://www.cnil.fr/fr/authentication-par-mot-de-passe-les-mesures-de-securite-elementaires>)
- Protection du réseau interne (gestion des connexions wi-fi, VPN si accès à distance, limitation des flux réseaux)
- Postes de travail sécurisés avec verrouillage automatique des sessions, pare-feu, antivirus,
- Journalisation des données

⁸ Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Accès aux locaux contrôlés (alarmes anti-intrusion, détecteurs de fumée, contrôle d'accès dédié à la salle informatique, règles d'accès des visiteurs)
- Accès aux données limitées aux seules personnes habilitées, accès par identifiant / mot de passe régulièrement modifié (<https://www.cnil.fr/fr/authentication-par-mot-de-passe-les-mesures-de-securite-elementaires>)
- Protection du réseau interne (gestion des connexions wi-fi, VPN si accès à distance, limitation des flux réseaux)
- Postes de travail sécurisés avec verrouillage automatique des sessions, pare-feu, antivirus,
- Journalisation des données

3.12. **Documentation**

Le Titulaire met à la disposition du CEA **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le CEA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4. **Obligations du CEA vis-à-vis du Titulaire**

Le CEA s'engage à :

- Fournir au Titulaire les données visées au II des présentes clauses ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.